

LYCEE POLYVALENT J.M CARRIAT

1 Rue de Crouy – BP 60309

01011 BOURG-EN-BRESSE

**ACTE D’ENGAGEMENT**

**Nature du marché : procédure adaptée**

**Selon l’ordonnance 2015-899 du 23/07/2015 relative aux marchés publics et les décrets du 27/03/2016 pris en application de l’ordonnance.**

**OBJET : fourniture et la livraison de produits alimentaires   
(denrées et consommables alimentaires).**

***CONTRACTANT***

Nom, prénom et qualité du signataire :

Agissant pour mon propre compte ou sous le nom de :

Agissant au nom et pour le compte de la société (intitulé complet et forme juridique de la société) :

Ayant son siège à :

Tél. :

E-mail :

N° d’identification SIRET

N° d’inscription au Registre du Commerce :

Code d’activité économique principale NAF :

**Après avoir pris connaissance des Conditions Administratives Générales , du ou des Cahier(s) des Clauses Techniques Particulières et des documents qui y sont mentionnés** ;

**M’engage sans réserve**, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à réaliser les prestations demandées, objet du marché (voir offre(s) de prix en annexe) pour tout ou partie des lots suivants :

-

-

-

-

**-**

**-**

**-**

**- Déclare sur l’honneur**,

a) ne pas avoir fait l’objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants  du **code pénal** : les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, le deuxième alinéa de l'article 421-5, l’article 433-1, le deuxième alinéa de l'article 434-9, les articles 435-2, 441-1 à 441-7, les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, l'article 441-9 et l'article 450-1, ou ne pas avoir fait l’objet d’une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l’Union Européenne ;

b) ne pas avoir fait l’objet, depuis moins de cinq ans d’une condamnation définitive pour l’infraction prévue par l'article 1741 du **code général des impôts** ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l’Union Européenne ;

c) ne pas avoir fait l’objet, depuis moins de cinq ans, d’une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L8221-1, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du **code du travail** ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l’Union Européenne ;

d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l’objet d’une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l’objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d’une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;

g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s’être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l’organisme chargé du recouvrement ;

h) que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L1221-10, L3243-1 et 2 et R3243 du **code du travail** ou règles d’effet équivalent pour les candidats non établis en France.

i) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L5212-2, L5212-5 et L5212-9 du **code du travail** concernant l’emploi des travailleurs handicapés.

**Demande** que l’administration règle les sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte suivant :

Bénéficiaire

Etablissement tenant le compte du bénéficiaire :

Code établissement : Code guichet :

N° de compte : Clé RIB :

A , le

**Nom du candidat (ou représentant habilité pour signer le marché), signature précédée de la mention « lu et approuvé »et cachet de la société**